



PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC (PMLQ)

1867, rue Amherst, Montréal (Québec) H2L 3L7

Tél.: (514) 522-1373 Fax: (514) 522-5872

Courriel: bureau@pmlq.qc.ca

Mémoire du Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) aux audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan

Samedi, 9 février 2008

**Canada, hors d'Afghanistan maintenant!
Canada, hors de l'OTAN et de NORAD!
Luttons pour un gouvernement anti-guerre!**

Aujourd'hui, une situation très dangereuse confronte les peuples du Québec et du Canada. Actuellement, le gouvernement Harper est très actif à défendre sa mission canadienne en Afghanistan pour le maintien des troupes pour le compte des impérialistes américains. Le rapport Manley servait ce but: apporter des munitions à ceux qui s'efforcent de vendre la guerre agressive au public canadien et de neutraliser le Parti libéral pro-guerre aux prochaines élections fédérales. Ce rapport a résumé quels sont les «accommodements raisonnables» nécessaires pour poursuivre la guerre d'agression et d'occupation en Afghanistan.

Il y a les nombreuses démarches que le gouvernement fait aujourd'hui pour le compte de l'OTAN afin d'augmenter la présence militaire en Afghanistan pour mater la résistance du peuple afghan coûte que coûte. «Nous avons une tâche à accomplir et on ne peut quitter sans l'acquitter.» dit-on.

En même temps qu'il y a la guerre à l'étranger, il y a la fascisation au pays et tout cela est fait au nom des «valeurs canadiennes». C'est ce qui est très dangereux et que nous croyons important de soulever ici pour toutes les personnes éprises de paix et de justice.

Dans le discours du Trône présenté le 16 octobre dernier, le gouvernement Harper prépare le

terrain pour déclarer que quiconque n'est pas d'accord avec les «valeurs canadiennes» épousées par les cercles dirigeants du Canada est un combattant ennemi illégal du Canada qui peut être légitimement privé de ses droits civils. La logique est que ceux qui n'épousent pas ces «valeurs» sont une menace à notre sécurité et que l'État, en tant que garant de la sécurité intérieure et extérieure, doit éliminer cette menace. En conséquence, cette logique est inattaquable et le programme «raisonnable». Le gouvernement Harper cherche à présenter cette conception fasciste comme une lutte «des alliés» contre les ennemis de valeurs civilisées universelles, valeurs pour lesquelles chacun est censé être prêt à donner sa vie.

Il a d'ailleurs commencé le discours du trône en s'adressant aux Forces de l'armée canadienne en disant: «J'aimerais destiner aux membres des Forces canadiennes, dont certains sont parmi nous aujourd'hui, les premiers mots prononcés en cette enceinte. Leur engagement et leur courage, au nom de la justice, de l'égalité et de la liberté, dont les bienfaits ne sont pas acquis à tous les peuples du monde, suscitent notre respect.» Puis il identifie ensuite l'identité canadienne à des valeurs communes: «Le Canada est fondé sur un héritage de valeurs communes pour la défense desquelles des Canadiens se sont battus, et ont parfois péri.»

L'idée de valeurs comme héritage suggère que ces valeurs ont été arrêtées à un moment dans le passé et qu'être Canadien signifie soutenir ces valeurs arrêtées. Cela est en contradiction avec le concept éclairé de renouveler et moderniser de façon continue la société pour qu'elle satisfasse les réclamations de tous sur la base des moyens modernes à sa disposition.

L'idée des valeurs comme héritage implique également que si quelqu'un vient d'ailleurs, ou a d'autres valeurs ou d'autres manières de penser, il doit abandonner ces autres valeurs pour devenir Canadien. Le contenu de justice, liberté et égalité n'est pas élaboré de façon à ce qu'il signifie quelque chose pour les Canadiens dans le contexte du vingt-unième siècle. Alors que déjà, les nouveaux «arrivants» devaient porter allégeance à la Reine, aujourd'hui, c'est aux «valeurs canadiennes» qu'il faut porter allégeance.

Mais ces «valeurs fondatrices» du Canada sont basées sur les conceptions de la démocratie de l'empire colonial britannique du dix-neuvième siècle, sur la mission civilisatrice de l'homme blanc, la «paix», l'«ordre» et le «bon gouvernement» et toutes les autres notions dépassées qui sont la source de la crise constitutionnelle et politique actuelle.

En termes clairs, Harper dit aux Canadiens qu'il n'existe pas d'espace au Canada pour ceux

qui épousent des points de vue qui ne correspondent pas à ces «valeurs fondatrices». De cette manière, il prépare le terrain pour diviser la classe ouvrière canadienne et le peuple en suivant le slogan du président américain George W. Bush sur la guerre à la terreur: «Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes», slogan qui devient la ligne de démarcation au pays et à l'étranger et qui permet la répression de toute opposition au pouvoir des monopoles.

Mais le fait est que les valeurs sont une affaire de conscience personnelle. Ce qui existe ce sont les droits, les droits modernes qui appartiennent à tous du fait de leur existence en tant qu'êtres humains. Personne, aucun gouvernement, ne peut leur donner ou leur enlever. Il revient à la société de les garantir pour que les êtres humains puissent vivre leur humanité.

Plusieurs points faits dans le Discours du trône montrent clairement la direction que veut prendre Harper pour déclarer «combattants ennemis illégaux» ceux qui ne se soumettent pas au statu quo et à l'orientation que son gouvernement donne au pays, parce qu'ils constituent une menace à la sécurité nationale et au bien du Canada.

Harper a déclaré devant le Parlement: «C'est une réalité que nous vivons dans un village global où l'économie, la sécurité, les idées et les idéologies et mêmes les maladies qui surgissent dans une partie du monde peuvent être immédiatement liées ou transmises à une autre partie. Les Canadiens ont toujours compris la nature critique de nos liens avec le reste du monde. Nous n'avons jamais été un pays isolationniste.» Alors les idées et les idéologies sont associés aux maladies et constituent une menace à la sécurité canadienne. Conséquemment, le droit de conscience est criminalisé et déclarer illégal quiconque ne sera pas loyal à son souverain - il pourrait être privé de ses droits civils.

Pour protéger nos valeurs, le gouvernement a préparé le projet de loi C-2 «un projet de loi simple et exhaustif visant à protéger les Canadiennes, les Canadiens et leur communauté contre les criminels violents et les prédateurs». Il affirme que «pour les Canadiennes et les Canadiens, la sécurité des rues et des collectivités suppose naturellement la protection de leur pays contre les menaces à la sécurité nationale, c'est-à-dire contre ceux qui veulent s'en prendre à notre pluralisme harmonieux en commettant des actes de terrorisme» et déclare qu'il «s'adressera directement aux Canadiens, dans une déclaration sur la sécurité nationale, à propos du défi constant que représente la protection d'une société libre et ouverte. Il déposera des projets de loi afin de s'assurer que le Canada dispose des outils nécessaires pour arrêter les individus qui représentent une menace pour nos villes,

nos communautés et nos familles. Cela comprendra des mesures pour renforcer la Loi antiterroriste et pour répondre à la décision de la Cour suprême sur les certificats de sécurité.»

En faisant un lien entre ce qu'il appelle les «crimes violents» et le «terrorisme», encore là on cherche à faire accepter aux Canadiens l'idée d'un État policier fasciste et d'un pouvoir d'exception qui devient la norme. Invoquant des circonstances spéciales, définies par ceux qui décident en raison d'avoir usurpé le pouvoir par la force, l'État se réserve le droit de passer outre à toutes les normes et à tous les principes d'une société de droit et du comportement humain. C'est la notion des «valeurs canadiennes» qui sera maintenant utilisée pour faire la ligne de démarcation entre les bons et les mauvais Canadiens.

Ce que cela signifie et ce qu'il faut tenir compte dans notre bataille, c'est que la nation, la société civile basée sur le droit bourgeois civil sont terminées. Cette société qu'on a connue n'existe plus. Il n'y a pas d'habeas corpus, il n'y a plus de présomption d'innocence, tu n'as plus le droit de te défendre, le droit d'organisation qui est attaqué de part et d'autre aujourd'hui - tout devient illégal à moins d'appuyer les valeurs fondamentales, les valeurs canadiennes, posées dans l'abstraction. C'est le droit des fauteurs de guerre et des monopoles qui prime. Voilà les accommodements. Voilà les conditions actuelles dans lesquelles nous nous trouvons.

Au Québec, un même discours est en train de se tenir sur la question des valeurs - mais avec le pendant des «valeurs québécoises». Il faut être très vigilant. Avec les valeurs, on est en train de faire une ligne de démarcation pour déterminer qui est un bon Québécois et qui ne l'est pas. Et cela est très dangereux.

Dans le décret du gouvernement du Québec établissant la Commission Bouchard-Taylor, il est « attendu » que la société québécoise « est attachée à des valeurs fondamentales, telles que l'égalité entre les femmes et les hommes, la séparation de l'Église et de l'État et la primauté de la langue française ». Puis le Parti libéral du Québec déposait un mémoire à la Commission Bouchard-Taylor dans lequel il demandait que les immigrants signent une « déclaration de connaissance » dans laquelle ils indiquent qu'ils reconnaissent que le Québec est une nation et que sa langue officielle est le français. Charest a dit que de cette façon les nouveaux arrivants « sauront à quoi s'attendre » et « il n'y aura pas de malentendu », laissant ainsi planer la menace sur quiconque refuse de se soumettre.

Nous avons l'expérience au Québec avec cette méthode de diviser pour régner. Elle a été utilisée sur la question de la langue, de la couleur, de la race, de la religion, aujourd'hui avec la

commission Bouchard-Taylor pour diviser le peuple du Québec sur une base ethno-culturelle, etc. Aujourd'hui on veut diviser le peuple entre bons et mauvais citoyens sur la base de valeurs. Ce que le gouvernement conservateur de Stephen Harper est en train de préparer comme terrain est d'associer le mouvement d'opposition à ses plans de guerre et de fascisme comme étant une menace à nos valeurs canadiennes, une menace à notre «bon» gouvernement qui ne cherche que l'harmonie et la «sécurité». Ce sont des lois et un discours fasciste qui en découlent. Cela ne doit pas passer!

Le défi qui se pose à nous c'est d'éliminer la menace du fascisme et de la guerre. Les gouvernements dans les discours et déclarations refusent de moderniser la société pour placer le peuple au coeur des décisions qui affecte sa vie. La volonté populaire est niée. Nous étions et nous sommes des milliers à exiger que le Canada se retire immédiatement de l'Afghanistan. Mais cette volonté ne fait pas partie de l'équation pour ceux qui battent les tambours de la guerre. Ce qu'il faut aujourd'hui à tout prix est de défendre notre unité fraternelle, d'opposer toutes ces divisions, et de prendre l'espace qui nous revient pour imposer notre volonté pour le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan.

Le vrai choix que nous avons est de renouveler les arrangements à la base de la société pour que les forces qui ont usurpé le pouvoir par la force ne puissent priver le peuple de la possibilité d'exercer ses droits. Pour nous, ceux qui se battent pour exiger le retrait des troupes canadiennes hors de l'Afghanistan, ceux qui se battent à la défense des droits de tous, le droit à la souveraineté des peuples du monde, représentent les meilleurs aspirations du peuple du Québec et des peuples du monde. Ce sont eux qui défendent en pratique le droit de conscience, le droit international, l'État de droit, le droit des peuples à décider de leur avenir et qui élaborent ce que sera un gouvernement anti-guerre. Et c'est ensemble, unis dans l'action, que nous pourrons réaliser notre mot d'ordre: Troupes canadiennes, hors d'Afghanistan!

Le Québec dit Non! à la participation du Canada à la guerre des États-Unis en Afghanistan! Arrêtez l'occupation! Ramenez les soldats tout de suite! Canada, hors de l'OTAN!